

L'originalité de chaque pays trouve son expression dans l'affirmation de ses caractéristiques authentiques. Le Canada comme le Mexique sont le fruit d'expériences uniques et intransmissibles. Leur histoire même leur interdit d'admettre qu'il soit tenté aujourd'hui de leur imposer par de vains artifices des systèmes qui leur sont étrangers ou de les contraindre à les assimiler.

Nous n'avons cependant nullement foi en des utopies qui prônent un système autarchique et nous affirmons notre identité en restant ouverts aux contacts avec les autres peuples, contacts toujours enrichissants. Mais si nous aspirons à unir les efforts, nous repoussons toute prétendue uniformité qui est la négation de la raison historique des peuples et de leurs cultures; qui porte atteinte aux valeurs propres et à celles de chaque société, et qui leur interdit des formes authentiques de coopération et de solidarité.

De plus en plus, le Canada et le Mexique se rapprochent l'un de l'autre par des initiatives et des positions coïncidentes, ainsi que par leur participation responsable à l'actualité internationale. Plus que jamais il nous faut aujourd'hui faire de notre continent une terre de convergences et un terrain privilégié d'entente et de progrès; il nous faut établir une nouvelle relation continentale plus dynamique, plus productive, plus juste.

Ainsi doit-il en être, car la communauté internationale est aujourd'hui en proie à une croissante incertitude face aux politiques de force, aux appétits hégémoniques, à l'intolérance et aux déséquilibres économiques si préjudiciables aux peuples en développement.

Le monde semble devoir s'engager sur la pente ménagée par les partisans de l'emploi de la force. Le progrès technique a engendré inexorablement une accumulation d'éléments destructeurs et de terreur que constituent aussi bien les armes prêtes à être employées que les résidus de la guerre et qui menacent à la fois la survivance et la dignité de l'homme. Alors que d'innombrables êtres humains dans le monde luttent contre la faim l'insalubrité, l'ignorance, la mort, des sommes astronomiques sont consacrées à constituer un arsenal apocalyptique de plus en plus difficile à contrôler et qui implique des risques imprévisibles. Nous sommes témoins du culte irrationnel voué à la capacité d'auto-destruction et du gaspillage pour la force.

Le Mexique a, quant à lui, refusé catégoriquement d'admettre la validité des doctrines de dissuasion et d'équilibre nucléaire qui font fi des légitimes aspirations des peuples à vivre en paix, à accéder au développement économique, à la stabilité politique et au progrès social au moyen de la coopération associée à la justice et à l'équité.

Prendre des mesures propres à empêcher la destruction du fruit de l'effort accumulé par la civilisation contemporaine est un impératif de devoir. Il nous faut démontrer l'inanité de cette aberration qui consiste à prétendre que l'inaction nous met à l'abri du risque. Le refus d'assumer des responsabilités nous expose aux effets multipliés des imprévisions et tôt ou tard il faut payer le prix de la passivité.

Le Mexique a, dans ce contexte, suivi avec un intérêt tout particulier la récente initiative de paix de M. Trudeau qui a conduit à rencontrer aussi bien les dirigeants des superpuissances que ceux d'autres pays détenteurs d'armes nucléaires, ainsi

que les chefs d'État de nombreux pays industrialisés et en voie de développement. Félicitons donc cet homme d'État qui a mis au service de la cause de la paix et du développement son imagination politique, sa hardiesse et ses qualités de leader.

Toute action entreprise pour freiner la course aux armements a le total appui du Mexique lequel se réaffirme partisan du désarmement universel complet et du dialogue comme de la négociation seuls moyens de parvenir à l'entente.

Loin de souhaiter le retour de ces funestes jours où il n'était d'autre choix que l'affrontement ou une paix précaire, tributaire de la recrudescence cyclique de la course aux armements, nous aspirons à connaître des temps constructifs de stabilité et de progrès à la faveur de la coopération. La crise qui aujourd'hui ébranle les fondements de l'ordre mondial est propice à une réorientation et à un réajustement des objectifs. Les problèmes actuels nous atteignent tous et, à des degrés divers, tendent à se multiplier pour tous également. Il appartient à chaque État de décider, en prévision de l'avenir, si il entend agir en fonction de l'intérêt de la collectivité ou poursuivre, dans l'isolement d'infructueux et égoïstes intérêts.

Paix et développement, tels sont les deux impératifs indissolubles autour desquels gravitent les aspirations de l'humanité. Or, nous constatons, non sans inquiétude, que les instruments dont nous disposons pour les satisfaire sont de jour en jour plus fragiles. Au durcissement des tensions politiques s'ajoutent l'insécurité économique, le piétinement des négociations, l'épuisement évident de modèles et de systèmes qui se sont révélés impuissants à fournir les solutions qu'exige l'heure présente. Une fois de plus, le poids de la crise et des ajustements qu'elle impose retombe sur les pays en développement, et l'iniquité de la structure internationale tend à s'aggraver.

Il ne suffit pas de reconnaître que l'interdépendance n'a pas conduit—si ce n'est exceptionnellement—à une entente et à une coopération de la dimension qui eut été nécessaire. Il faut aussi faire en sorte que l'absence de dialogue entre le Nord et le Sud pour promouvoir la reprise économique mondiale ne tombe pas dans le cercle vicieux de l'affrontement entre les hégémonies, d'opposition irréductible entre l'Est et l'Ouest, vision unilatérale de motivation idéologique qui lèse les souverainetés et ajourne ou réduit à néant de légitimes espoirs de progrès indépendant.

La crise économique accroît l'inégalité, accumule les contradictions et sape les bases de l'ordre international. La récession et l'inflation généralisée, la contraction des échanges commerciaux et la réapparition du protectionnisme, le chaos monétaire et financier, la dette extérieure enfin, sont autant de témoignages de l'éclatement d'un monde, impuissant à retrouver cohésion et rationalité.

Il ne saurait y avoir de reprise soutenue si celle-ci ne s'étend pas à tous les membres de la communauté internationale.

La crise qui porte atteinte au monde en développement ne sera pas dissipée tant que la communauté internationale n'entreprendra pas une action concertée. Global, le problème de la dette nous affecte tous et tous nous devons contribuer à sa résolution: pays industrialisés et pays en développement, pays débiteurs et pays créanciers, institutions publiques et privées de financement. Pour pouvoir liquider les crédits qu'ils obtiennent, les pays débiteurs doivent retrouver leur capacité de paiement et ne le peuvent que si leurs produits d'exportation